

UIMM-GIM : d'où vient l'argent du compte suisse ?

mercredi 8 avril 2009 à 19:09 par [Thierry Brun](#)



Curieuse affaire que celle de la caisse noire de l'UIMM. Voici qu'on nous révèle un compte secret en Suisse (Le Parisien du 7 avril) qui est clôturé depuis une bonne année. Et voilà une nouvelle affaire qui n'a rien de bien méchant puisque le président du Groupe des industries métallurgiques (GIM), Etienne Bernard, explique tranquillement que ce compte n'avait "plus de sens". Que se passait-il dans ce compte ? Etienne Bernard répond : "Je n'en sais rien, je ne peux interroger les morts".

La vraie question est pourtant bien de savoir d'où venait l'argent qui alimentait ce compte ainsi que d'autres. Là, personne ne répond. **Or, nous révélions dans un numéro de Politis daté du 30 avril (voir l'article en accès libre "[Mauvais fonds](#)") les mécanismes qui ont permis d'alimenter ces fameux comptes de l'UIMM-GIM.** Et nous parlions déjà de ce GIM et aussi de la fédération des industries mécaniques (FIM), qui regroupe une cinquantaine de syndicats patronaux. GIM et FIM, disions-nous, n'ignoraient rien des mécanismes permettant d'alimenter la caisse noire et les fameux comptes. Pas besoin d'aller en Suisse pour le découvrir.

Le GIM (1), principal syndical patronal, détenait depuis plus de quarante ans un compte bancaire à la PKB de Genève dans le plus grand secret, apprend-on. Mais, heureux hasard, le compte a été clôturé en 2008. Pourquoi ? En raison du scandale de l'UIMM, révélé en septembre 2007. Osons dire que ces puissantes organisation ne voulaient qu'on en sache trop sur la provenance des fonds amassés, c'est-à-dire plus de 700 millions d'euros identifiés dans le cadre de l'enquête du juge Roger Le Loire.

Le juge chargé de l'enquête sur la caisse noire de l'UIMM détient pourtant de précieux témoignages sur la provenance de ces fonds. Dont celui d'Annick Lepage, ancienne chargée de mission de Mécavenir, association chargée de la formation professionnelle au sein de la FIM. Annick Lepage avait notamment une intéressante mission : elle consistait à mettre fin à des "dysfonctionnements importants" dans un centre de formation. En clair, elle décrit un certain nombre de détournements de fonds de la formation professionnelle.

Elle présente en 1997 un dossier dit "sensible" par sa direction, qui sera transmis à Jean-Loup Giros. Qui est-il ? L'ex-président du GIM, l'ex-trésorier de la FIM et l'ex-président de l'Aforp, un important centre de formation du GIM. Le même GIM qui avait un compte secret en Suisse... Et qui s'agitait dans les années 2000 quand l'une de ses salariées rendait compte des comptes domiciliés à la Caisse des dépôts.

Le même Jean-Loup Giros, auquel à succéder Etienne Bernard (président du GIM depuis 2004), déclare au passage (Le Parisien du 8 avril) que le compte du GIM en Suisse n'a "servi à rien" : "Jamais, depuis sa création, ce compte n'a été actif". Ah bon ? Mais comment a-t-il été alimenté ? Pas seulement par les cotisations des 2700 entreprises adhérentes. Et où sont les autres comptes ? "Mon dossier a provoqué de

nombreuses réunions avec les hautes instances de la Fédération des industries mécaniques, de l'Union des industries métallurgiques et minières et le Groupement des industries métallurgiques (sic)", explique cette dame qui ne comprenait pas à l'époque qu'elle avait découvert une partie d'un circuit fort nauséabond.

Que nous dit le dossier sensible signé par un dirigeant de la FIM ? D'abord que l'existence de comptes domiciliés à la Caisse des dépôts par le biais de l'association des anciens élèves d'un centre de formation, avec **des mouvements de fonds importants**, était chose courante. **"des membres de la famille des "permanents du système" (qui) bénéficient des retours sur commissions par le biais de la création d'entreprise qui produisent des fausses factures ; des permanents d'organisations professionnelles (qui) se font rémunérer par des interventions en tant que "conseiller en ..."** Des bricoles qui ont été évaluées à plus de 1,2 millions d'euros en un an et demi. Pas mal.

Annick Lepage a aussi le culot d'affirmer que les membres de la FIM, de l'UIMM et du GIM étaient "parfaitement au courant du système mis en place". En 2000, écrit Le Parisien, le nouveau délégué général du GIM, Pierre Chasseguet, "décide de remettre d'équerre les finances de cette vieille maison et embauche un expert-comptable chargé d'auditer les comptes chaque année mais sans pour autant les divulguer". Ce sont les services de Jean-Loup Giros et de Pierre Chasseguet, note Annick Lepage, qui "établissait le montage de mon dossier de licenciement". Pas très moral tout ça. C'est sans doute pour cette raison que le dossier d'Annick Lepage n'est pas encore sur la place publique...

Lire aussi : Rue89 et France Inter : la fausse exclusivité sur la caisse noire de l'UIMM (accès libre) <http://www.politis.fr/Rue89-et-France-Inter-la-fausse.html>

On vous recommande cette lecture : Quand l'UIMM finançait l'Institut de la désinformation, 6 mai 2008 par Laurent Léger http://www.bakchich.info/Quand-l-UIMM-finançait-l-Institut_03585.html

(1) Le GIM a notamment pour objectif d'assurer un soutien aux entreprises de la métallurgie dans tous les conflits sociaux ou prud'homaux (droit du travail, contentieux, rémunérations, etc.). Le GIM participe également à la formation des personnels de la métallurgie.

mercredi 8 avril 2009 à 19:09 par [Thierry Brun](#)